

LES ÉTATS-UNIS, LA TURQUIE ET LE « PROBLÈME » ARMÉNIEN

Julien Zarifian

La Découverte | « Hérodote »

2013/2 n° 149 | pages 53 à 65

ISSN 0338-487X

ISBN 9782707176523

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-herodote-2013-2-page-53.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Les États-Unis, la Turquie et le « problème » arménien

Julien Zarifian¹

Le dossier arménien est, de longue date, une des ombres au tableau des relations américano-turques. La question de la reconnaissance du génocide des Arméniens ottomans de 1915, que les dirigeants turcs ont toujours et avec véhémence refusé de considérer, obère les bons rapports entre les deux États. Le « problème » arménien s'ajoute, au demeurant, à la question chypriote et à quelques autres points d'achoppement comme, depuis quelques années, la dégradation des relations entre la Turquie et Israël, et malmène les relations entre les États-Unis et la Turquie, communément considérés comme partenaires stratégiques. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et le début de la guerre froide, la Turquie a opéré un rapprochement franc et multivectoriel avec les États-Unis et avec l'Europe, dont le symbole le plus significatif est l'intégration à l'OTAN en 1951-1952. L'importance géostratégique d'une Turquie perçue à Washington comme le « dernier rempart du monde libre » contre l'URSS puis, après la chute de cette dernière, comme une tête de pont démocratique et laïque de l'Occident au Moyen-Orient [Harris, 2003, p. 68] ne s'est jamais démentie. Longtemps seul allié indiscutable d'Israël dans la région, « État pivot » par excellence vu de Washington², la Turquie est aussi présentée dans les *Background Notes* du département d'État américain comme

1. Maître de conférences, université de Cergy-Pontoise ; chercheur au CICC (Civilisations et identités culturelles comparées), université de Cergy-Pontoise.

2. Dans son ouvrage référence *Le Grand Échiquier*, Zbigniew Brzezinski qualifie la Turquie de « pivot géopolitique de premier ordre » [Brzezinski, 1997, p. 76]. Ian Lesser évoque la Turquie comme « un acteur régional pivot et un partenaire sécuritaire clé » [Lesser, 2004, p. 177]. Graham Fuller, ancien vice-président du National Intelligence Council de la CIA, a intitulé son dernier ouvrage *The New Turkish Republic. Turkey As a Pivotal State in the Muslim World* [Fuller, 2008].

un « ancrage oriental vital » pour l'OTAN³. Les bases militaires américaines et/ou otaniennes de Piriñçlik (dédiée aux activités d'écoute et de *monitoring*, aujourd'hui fermée), d'Incirlik (où stationne la 39^e unité de commandement de l'US Air Force), ou d'Izmir (abritant le commandement de la composante Air de l'Organisation atlantique) sont de première importance pour les États-Unis. Ce partenariat stratégique, pierre angulaire des relations bilatérales, s'est accompagné d'échanges économiques nombreux et diversifiés, et d'une grande proximité politique et diplomatique entre les deux États.

Toutefois, les relations américano-turques ont aussi rencontré des difficultés, souvent conjoncturelles et surmontables (comme le différend au sujet de la crise chypriote de 1974, ou le désaccord concernant la guerre en Irak de 2003), mais qui les fragilisent. Parmi ces dossiers difficiles, le « problème arménien » empoisonne régulièrement les rapports entre les deux États depuis plusieurs dizaines d'années, sans les avoir fait, pour autant, atteindre un point de non-retour.

La Turquie et le « problème » arménien

Alors que la société civile turque commence à s'emparer, certes encore timidement, du sujet, le pouvoir politique refuse de reconnaître le génocide de 1915. Outre minimiser l'ampleur des événements, il nie, malgré les conclusions quasi unanimes des spécialistes⁴, la volonté des autorités ottomanes d'anéantir les Arméniens. Ce refus et les nombreuses politiques d'État négationnistes qui en ont découlé sont à l'œuvre depuis plusieurs décennies, sans variations majeures selon la couleur politique des dirigeants au pouvoir à Ankara. Il se manifeste par des stratégies d'opposition aux efforts des Arméniens et de leurs soutiens pour faire

3. Department of State, Bureau of European and Eurasian Affairs, *Background Notes on Turkey*, mai 2009, <www.state.gov/r/pa/ei/bgn/3432.htm>.

4. L'International Association of Genocide Scholars (association internationale des spécialistes des génocides), l'*Encyclopédie en ligne des violences de masse*, le Center for Holocaust and Genocide Studies de l'université du Minnesota, le musée de l'Holocauste à Washington ou encore le mémorial de la Shoah à Paris ont pris des positions très claires sur le sujet. De même, en mars 2000, 126 des plus grands spécialistes internationaux des « Genocide Studies » ont signé et publié une pétition dans le *New York Times*, « [...] affirmant que le génocide arménien est un fait incontestable et pressant les démocraties occidentales de le reconnaître officiellement » (« 126 Holocaust scholars affirm the incontestable fact of the Armenian genocide and urge Western democracies to officially recognize it », *The New York Times*, 9 juin 2000). Aujourd'hui, dans les milieux scientifiques spécialisés, seuls quelques chercheurs, essentiellement en Turquie et aux États-Unis, et dont les liens avec les autorités d'Ankara ont souvent été dénoncés [Holthouse, 2008], nient le génocide des Arméniens.

reconnaitre le génocide de 1915 auprès des différentes instances nationales et internationales, mais aussi à l'encontre des États et autres institutions internationales ou transnationales qui prennent ou souhaitent prendre position sur ce dossier. Les raisons de ce « blocage » des autorités turques (ainsi que de nombreuses composantes de la société civile) sont nombreuses et complexes, et sont sans doute tout autant politiques et géopolitiques que psychologiques et symboliques. En effet, en plus des conséquences politiques et géopolitiques d'une reconnaissance – en particulier les éventuelles réparations financières et/ou territoriales que certains, parmi la partie arménienne, pourraient réclamer –, beaucoup en Turquie ont les plus grandes difficultés à accepter que l'État et la nation turcs contemporains se soient construits sur la destruction des Arméniens, ainsi que d'autres groupes minoritaires chrétiens, comme les Grecs et les syriaques⁵. Outre la question du génocide et l'héritage historique difficile entre les nations turque et arménienne, les relations politiques actuelles (postsoviétiques) entre la Turquie et l'Arménie posent aussi problème. La négation du génocide de 1915 par la Turquie s'accompagne, depuis 1991 et l'indépendance de l'Arménie de l'URSS, de plusieurs manifestations d'hostilité des autorités d'Ankara, qui soutiennent l'Azerbaïdjan sur le dossier du Karabagh⁶ et se montrent même parfois menaçantes à l'égard du voisin oriental, comme par exemple en octobre 1993, lorsqu'elles massèrent des chars à la frontière, pendant la tentative de coup d'État contre le président Eltsine à Moscou [Chrysanthopoulos, 2002, p. 76-78]. En outre, la Turquie impose, depuis 1993, un blocus terrestre à l'Arménie et refuse d'entretenir des relations diplomatiques normales avec son voisin, qui le réclame pourtant. Des efforts de rapprochement, largement impulsés par les États-Unis, ont certes eu lieu entre 2008 et 2010 et ont débouché sur la signature de protocoles. Ces protocoles n'ont toutefois pas été ratifiés par les parlements de deux États, et le processus, depuis, « [...] est bloqué

5. Raymond Kévorkian, « Assumer le passé pour plus d'avenir », *Libération*, 21 décembre 2011.

6. Le conflit du Haut-Karabagh est un conflit qui s'est réveillé à la toute fin de la période soviétique. Les Arméniens du Karabagh, largement majoritaires, n'ont jamais accepté que leur région soit intégrée, à la période soviétique, à la RSS d'Azerbaïdjan et n'ont eu de cesse de réclamer leur rattachement à la RSS d'Arménie. Moscou et l'Azerbaïdjan ont toujours refusé cette requête. S'en est ensuivi, entre 1991 et 1994, un conflit armé entre l'Azerbaïdjan et la partie arménienne (Arméniens du Karabagh soutenus par l'Arménie), qui a fait plusieurs dizaines de milliers de morts et environ un million de réfugiés (sans doute 700 000 côté azéri et 300 000 Arméniens). Depuis le cessez-le-feu de 1994, obtenu par la Russie, le conflit est dit « gelé » (bien que de nombreuses échauffourées aient régulièrement lieu sur la ligne de démarcation) et des négociations de paix, peu concluantes, sont en cours, sous l'égide du Groupe de Minsk de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe), coprésidé par la Russie, les États-Unis et la France.

à la suite de l'annonce par la partie turque de sa volonté de lier la ratification des protocoles à des progrès sur le [dossier du conflit du] Haut-Karabagh⁷».

Les États-Unis et la question de la reconnaissance du génocide de 1915

Ces mauvaises relations turco-arméniennes ne facilitent pas la tâche de la diplomatie américaine. Alors que, du fait de leur partenariat stratégique avec la Turquie, les États-Unis ne sont pas naturellement enclins à s'emparer de cet épineux « problème » arméno-turc, la présence d'une communauté arméno-américaine, très active à Washington⁸, ainsi que, sans doute, des motivations idéalistes qui réapparaissent de temps à autre en ont fait un dossier important surtout depuis la fin du monde bipolaire. La situation dans laquelle se trouve l'administration américaine est délicate puisqu'il lui faut ménager la Turquie – particulièrement véhémement sur le sujet – tout en tenant compte des demandes des Arméno-Américains et sans trop égratigner son image de défenseur des droits de l'homme dans le monde.

La question de la reconnaissance du génocide de 1915, particulièrement sensible, illustre parfaitement ces difficultés. De nombreux acteurs du monde politique et sociétal américain, institutionnels (quarante-trois États de l'Union, de nombreux comtés et communes, des commissions du Congrès, l'immense majorité des responsables politiques, etc.) ou non institutionnels (le *New York Times*, CNN, l'International Association of Genocide Scholars ou encore le musée de l'Holocauste à Washington), ont reconnu ce génocide. Mais l'exécutif, dans le but quasi officiel de ne pas heurter la Turquie⁹, s'est toujours refusé à le faire – si on omet deux exceptions notoires¹⁰ – et a toujours exercé des pressions sur le

7. « Présentation de l'Arménie », Note du ministère des Affaires étrangères sur l'Arménie, rubrique « Politique extérieure », <www.diplomatie.gouv.fr/fr/pays-zones-geo/armenie/presentation-de-l-armenie/>.

8. Aux États-Unis, on compte un à deux millions d'Arméniens. Bien implantés sur tout le territoire américain, et en particulier en Californie et sur la côte Est, ils sont aussi efficacement organisés en deux groupes de pression, l'Armenian National Committee of America (ANCA) et l'Armenian Assembly of America (AAA), très actifs à Washington, en particulier auprès du Congrès.

9. La secrétaire d'État Condoleezza Rice expliquait par exemple, en 2007, au sujet du vote au Congrès d'une loi reconnaissant le génocide de 1915 : « Je continue de penser que le passage de la résolution sur le génocide arménien endommagerait nos relations avec la Turquie », État qu'elle qualifiait, dans la même intervention, d'« allié démocratique [...] apportant un soutien militaire vital » dans le cadre de la guerre en Irak [« Rice appeals Congress to drop Armenia "genocide" bill », *China View*, 25 octobre 2007].

10. En 1983 tout d'abord, le président en exercice, Ronald Reagan, a utilisé le terme « génocide » pour qualifier les événements de 1915-1917, dans un discours public. Puis, en 2005,

Congrès pour qu'aucune loi reconnaissant le génocide des Arméniens ne soit votée (alors même que les propositions de loi en ce sens étaient toujours minimalistes et non contraignantes pénalement – il s'agissait de *non-binding resolutions*). Ainsi, des commissions du Congrès ont, à deux reprises (en 2007 et 2010), adopté des résolutions reconnaissant le génocide, mais les pressions appuyées de l'administration (les secrétaires d'État Condoleezza Rice et Hillary Clinton étaient montées personnellement au créneau) conjuguées au mécontentement bruyant de la Turquie, qui alla jusqu'à rappeler son ambassadeur à Washington pour consultations¹¹, ont empêché le processus législatif d'aboutir. De même en 1990, du fait des efforts du sénateur Bob Dole, et en 2000 et 2005, le gouvernement et parfois le président lui-même se sont opposés fermement à l'examen par le Congrès d'autres propositions de loi en ce sens. Ce blocage de l'exécutif n'a rien d'idéologique et est clairement motivé par des raisons politiques et géopolitiques. En effet, tous les présidents, au moins depuis Gerald Ford, ont reconnu le génocide des Arméniens avant leur élection. Dès 1965, alors qu'il était leader de l'opposition à la Chambre des représentants, ce dernier expliqua par exemple : « C'est avec une émotion partagée que nous célébrons le 50^e anniversaire du génocide turc du peuple arménien » [Payaslian, 2001, p. 38]. De même, le président Obama et son vice-président Joe Biden, considérés comme très proches des Arméniens alors qu'ils étaient congressistes, avaient été très clairs sur la question pendant la campagne de 2008, affirmant sans ambiguïté que, parvenus au pouvoir, ils reconnaîtraient le génocide de 1915. Une fois élu président, Barack Obama a toutefois évité d'utiliser le mot génocide, préférant le terme arménien « Medz Yeghern », signifiant « grand crime » et parfois utilisé en langue arménienne pour référer aux événements de 1915. Il a aussi, néanmoins, précisé qu'il n'avait pas changé d'avis sur la question¹², sous-entendant ainsi clairement qu'il continuait de penser que les événements de 1915 constituaient bel et bien un génocide, mais qu'il n'était pas en mesure de l'affirmer publiquement et officiellement. Ce véritable blocage de l'exécutif sur la question, qui conduit le Prix Nobel de la paix 2009 à ne pas respecter sa parole et à ne pas reconnaître un fait historique reconnu par la quasi-totalité de la communauté scientifique et intellectuelle de son pays, a ceci d'étonnant qu'il n'empêche pas les anciens présidents américains, ainsi que

l'ambassadeur des États-Unis en Arménie, John Evans, a utilisé publiquement le terme génocide, lors d'une conférence à Berkeley, en Californie (il fut toutefois démis de ses fonctions un an plus tard, après deux ans seulement passés en Arménie).

11. « Une commission du Congrès américain reconnaît le génocide arménien », Le Monde.fr, 4 mars 2010.

12. « Statement of President Barack Obama on Armenian remembrance day », The White House, Office of the Press Secretary, 24 avril 2009 et 24 avril 2010.

leurs ministres, de prononcer des discours très forts qui, sans utiliser le « *G word* » (le mot génocide), reconnaissent toutefois formellement le caractère génocidaire des événements de 1915. Le président Carter a expliqué par exemple, en 1978, qu'« il y a eu un effort concerté dans le but d'éliminer le peuple arménien dans son ensemble, [donnant lieu] probablement à l'une des plus grandes tragédies qui ne s'est jamais abattue sur un groupe » [*Congressional Records*, 2001, p. 6091]. Dans le même ordre d'idées, alors qu'elle s'était personnellement impliquée, en mars 2010, dans le blocage d'une résolution adoptée par la commission des Affaires étrangères de la Chambre de représentants, la secrétaire d'État Hillary Clinton s'est rendue au mémorial du génocide à Erevan, en juillet de cette même année et, accompagnée de l'ambassadrice américaine en Arménie, elle y a déposé une couronne de fleurs indiquant son nom et sa fonction¹³.

La politique des États-Unis face au « problème » arméno-turc

Cette ambivalence du *leadership* américain traduit tout à la fois son embarras et sa volonté de ménager les deux parties. L'objectif des États-Unis, en particulier de l'administration Obama, semble être de les accompagner vers un compromis qui, *in fine*, serait favorable aux intérêts américains, mais en prenant soin de ménager la Turquie et sans se mettre totalement à dos, non plus, la partie arménienne. Ainsi, les États-Unis se sont engagés à deux reprises dans des processus de dialogue entre les deux parties et en ont même fait un objectif important. Tout d'abord, en 2001, le département d'État a initié et soutenu financièrement la création d'une plate-forme de dialogue entre des leaders des sociétés civiles turque et arménienne (de diaspora et d'Arménie), la TARC (Turkish Armenian Reconciliation Commission) [Phillips, 2005, p. 33-34]. S'appuyant sur les méthodes de la « track two diplomacy¹⁴ », son objectif était de « promouvoir la compréhension mutuelle et la bonne volonté entre Turcs et Arméniens et d'encourager l'amélioration des relations entre l'Arménie et la Turquie¹⁵ ». Cette commission, si elle a sans doute constitué un pas en avant dans l'idée même de dialogue, s'est soldée, après environ trois ans de travaux difficiles, par un échec, puisqu'elle n'a pu rapprocher

13. « Turkey gives muted reaction after Clinton visits Yerevan memorial », *Hürriyet*, 6 juillet 2010.

14. La « track two diplomacy » est une méthode de diplomatie informelle qui cherche à rapprocher deux parties opposées, puis à trouver des solutions au conflit qui les oppose, en faisant dialoguer des membres de leurs sociétés civiles.

15. « Terms of reference », site Internet de la TARC, <www1.american.edu/cgp/TARC/tor.htm>.

véritablement les deux parties et a, au contraire, mis en exergue la profondeur du contentieux historique. Puis, entre 2008 et 2010, et encore jusqu'à aujourd'hui, les États-Unis ont soutenu avec énergie le processus de rapprochement des deux États, turc et arménien, duquel la diaspora arménienne était exclue, et qui visait essentiellement à normaliser les relations entre la Turquie et l'Arménie et à ouvrir la frontière que la Turquie maintenait bloquée depuis 1993. Sous la pression des Occidentaux, avec l'aval de Moscou, et dans le contexte de la politique étrangère du gouvernement AKP, visant le « zéro problème » avec les voisins, les plus hauts dirigeants des deux pays se sont rencontrés et le processus a abouti à la signature d'une feuille de route, constituée de deux protocoles, le « Protocole sur l'établissement de relations diplomatiques entre la République d'Arménie et la République de Turquie », et le « Protocole sur le développement de relations entre la République d'Arménie et la République de Turquie », qui précise et permet l'application du premier. L'engagement personnel d'Hillary Clinton a été prépondérant¹⁶. Les points principaux de ces textes sont le démarrage de relations diplomatiques normales, l'ouverture de la frontière deux mois après l'entrée en vigueur des protocoles, ainsi que la non-inclusion des questions sensibles du génocide de 1915 – les deux parties décidant d'examiner leur passé au moyen d'une sous-commission bilatérale intergouvernementale composée aussi d'experts internationaux – et du Haut-Karabagh. Toutefois, dès les premiers temps du processus, de nombreuses voix, tant en Turquie que parmi les Arméniens, ont émis de fortes critiques. Puis, assez rapidement, les autorités d'Ankara ont lié publiquement la ratification des protocoles à la question du Haut-Karabagh, et la situation s'est enlisée, malgré l'implication personnelle du président Obama¹⁷. Le régime arménien, soupçonnant la Turquie de chercher avec ce processus à simplement « jouer la montre » afin de bloquer les reconnaissances du génocide au niveau international, en particulier aux États-Unis, a décidé de suspendre en avril 2010 la ratification qui n'avait du reste pas encore eu lieu en Turquie. Les protocoles sont dès lors devenus lettre morte, au grand dam des chancelleries occidentales et notamment de l'administration Obama, qui maintient toutefois le processus à son agenda¹⁸.

16. « Clinton. Roadmap is historical step », *Today's Zaman*, 30 avril 2009.

17. « Remarks by President Obama and Prime minister Erdogan after meeting », The White House, Press Release, 7 décembre 2009.

18. « Clinton "very concerned" by Armenia-Azerbaijan tensions », AFP, 4 juin 2012.

Les enjeux géopolitiques du contentieux arméno-turc, vus de Washington

Ces efforts de la diplomatie américaine, pour l'instant infructueux, traduisent la volonté des États-Unis de sortir d'une situation relativement embarrassante, car elle complique leurs relations avec la Turquie et les expose à des réactions du lobby arméno-américain. En outre, si les administrations américaines, en particulier des présidents George W. Bush et Barack Obama, se sont tant investies sur cette question, c'est parce qu'on peut penser que les États-Unis pourraient bénéficier, sur le plan politique et géopolitique, d'un rapprochement arméno-turc. D'une part, alors qu'ils s'affirmeraient une nouvelle fois comme les conciliateurs « indispensables », un tel rapprochement leur permettrait de promouvoir la stabilité, dans une région agitée, au profit notamment du développement économique régional qui, selon les responsables américains, s'accentuerait¹⁹; la stabilité régionale serait aussi favorable aux intérêts énergétiques des États-Unis, très présents notamment au travers de la multinationale BP qui opère les pipelines BTC (Bakou-Tbilissi-Ceyhan) et BTE (Bakou-Tbilissi-Erzurum) et qui souhaite s'impliquer encore davantage, notamment au travers du projet de gazoduc géant Nabucco, qui relierait Bakou à l'Autriche. D'autre part, dans sa politique à l'égard des États issus de l'URSS au Sud-Caucase et en Asie centrale, le *leadership* américain a toujours cherché à favoriser et à promouvoir les intérêts turcs. La Turquie apparaît ainsi à Washington, traditionnellement, comme une tête de pont en Asie centrale turcophone²⁰, capable, sinon de contrecarrer, au moins de contenir l'influence de la Russie. Longtemps, elle est aussi apparue comme seule capable de juguler l'instabilité, voire l'anarchie, qui a menacé de s'installer au sortir de la période soviétique, en proposant un modèle perçu comme stable, laïque et prospère, et en créant un climat et un contexte géopolitique et économique favorables, *in fine*, aux intérêts américains [Bal, 2002, p. 218]. Ainsi, d'une certaine manière, permettre la normalisation des relations arméno-turques et l'ouverture de la frontière entre les deux pays signifie désenclaver l'Arménie et faciliter le rayonnement géopolitique de l'allié turc, au détriment, on peut le supposer, de la Russie, concurrent géopolitique majeur des États-Unis. Si ce type d'évolution n'implique vraisemblablement pas de recul régional total de la Russie, encore très présente au Sud-Caucase, notamment grâce à une alliance militaire forte avec l'Arménie [Zarifian, 2012, p. 42], mais pas uniquement, il obérerait néanmoins son dispositif sud-caucasien et aurait donc tout son intérêt vu de Washington.

19. Philip Gordon, « Readout on Azerbaijan, Armenia and Turkey Meetings », Special Briefing, Bureau of European and Eurasian Affairs, US State Department, 28 septembre 2009, <www.state.gov/p/eur/rls/rm/2009/129940.htm>.

20. « Washington tend la main au panturquisme », *Bulletin d'information UGAB*, n° 73, 8 février 1992.

Cette option, à savoir favoriser le rapprochement arméno-turc en espérant voir reculer la Russie au Sud-Caucase et au-delà, au bénéfice de la Turquie, n'a toutefois de réel intérêt géopolitique pour Washington que si les relations avec Ankara demeurent fortes. Or, si elles n'ont pas totalement périclité, les relations américano-turques ont été quelque peu mises à mal depuis une dizaine d'années, du fait, en particulier, de la volonté du parti au pouvoir à Ankara, l'AKP, dit « islamiste modéré », d'infléchir la politique étrangère turque de manière, notamment, à rapprocher la Turquie du monde arabo-musulman.

La reconnaissance du génocide de 1915 : un levier géopolitique pour les États-Unis ?

Ainsi, le pouvoir turc a refusé, au grand dam de l'administration Bush [Raptopoulos, 2007, p. 49], de participer en 2003 à la coalition américano-britannique en Irak, puis a refusé que les troupes de la coalition utilisent le territoire turc pour lancer leurs attaques contre l'Irak de Saddam Hussein. La Turquie a toutefois ouvert ses bases-aéroports militaires du sud et de l'est du pays et a autorisé le déploiement de batteries de défense antiaérienne américaines sur son sol, ce qui lui a permis pendant le conflit irakien de conserver une grande importance stratégique ainsi que du crédit à Washington. De même, le caractère soutenu de son engagement otanien, comme en témoigne la récente installation de six nouvelles batteries de missiles Patriot OTAN (envoyées par les États-Unis, les Pays-Bas et l'Allemagne), dans le sud de la Turquie, à la frontière avec la Syrie, maintient élevée sa centralité stratégique pour Washington. Ce refus turc en Irak a néanmoins brisé le climat de confiance établi de longue date. Malgré des visites officielles au plus haut niveau et quelques signaux positifs, comme la signature par les ministres des Affaires étrangères des deux États du « Shared Vision Statement » en 2006, ou la relative convergence des positions des deux États sur la question de la guerre civile syrienne, les rapprochements, certes limités, turco-russes, voire turco-iraniens préoccupent Washington²¹. En effet, même si Ankara et Téhéran demeurent des rivaux régionaux, les dirigeants maintiennent le contact au plus haut niveau, les échanges commerciaux sont en augmentation constante depuis quelques années²², et les deux États se perçoivent respectivement

21. Philip Gordon, « U.S.-Turkey Relations », Press Event at U.S. Embassy, Ankara, 12 novembre 2009 ; Serkan Demirtas, « "Disagreements outweigh agreements in US-Turkish ties", says diplomat », *Hürriyet*, 22 novembre 2009.

22. « Turkey-Iran economic and trade relations », Ministry of Foreign Affairs, Republic of Turkey, <www.mfa.gov.tr/turkey_s-commercial-and-economic-relations-with-iran.en.mfa>.

comme incontournables, même sur la crise syrienne, qui pourtant les divise²³. Surtout, la détérioration manifeste des relations turco-israéliennes²⁴, symbolisée par l'affaire de la flottille de Gaza en 2010²⁵ et suivie par la « suspension totale » des rapports militaires et commerciaux par Ankara²⁶, fait craindre aux dirigeants américains que la Turquie opte pour une vision essentiellement moyen-orientale et « musulmane » de rapport au monde, en négligeant son rôle d'intermédiaire entre l'Occident et l'Orient, rôle que d'aucuns à Washington ont toujours voulu lui voir jouer²⁷. La proposition d'octobre 2012 du Premier ministre Recep Tayyip Erdogan de travailler avec l'Iran pour trouver une solution en Syrie²⁸, et la participation active d'Ankara au « Groupe de contact » composé de la Turquie, de l'Égypte, de l'Iran et de l'Arabie saoudite, organisé à cette même fin²⁹, semblent montrer que la crainte est justifiée.

Dans ce contexte de relations assez inégales, refroidies mais pas rompues, où les États-Unis et la Turquie sont, en quelque sorte, des « *frenemies* », combinaison de « *friends* » (amis) et d'« *enemies* » (ennemis) [Cook, 2010], le dossier arménien, et en particulier la question du génocide de 1915, peut devenir un levier géopolitique de premier ordre pour les États-Unis. En effet, s'il s'agit de ménager l'allié turc quand les relations sont au beau fixe, la reconnaissance du génocide de 1915 peut, à l'inverse, être brandie comme une menace ou une « monnaie d'échange » par Washington, dans le cas, par exemple, d'un rapport de forces avec Ankara. Ainsi, en octobre 2007, il semble que les fortes pressions de l'administration Bush pour que la commission des Affaires étrangères du Sénat n'adopte pas une résolution reconnaissant le génocide, et que, ensuite, la résolution ne soit pas soumise au vote des deux chambres, aient été conditionnées par le recul de la Turquie sur la question, alors épineuse, des incursions militaires turques au Kurdistan irakien auxquelles les États-Unis étaient opposés. En effet, malgré l'accord du Parlement

23. Verda Özer, « The devil's triangle: Turkey, Iran and Egypt », *Hürriyet*, 26 février 2013.

24. Premier État à majorité musulmane à reconnaître Israël, la Turquie a longtemps fait figure de seul pays du Moyen-Orient allié à l'État hébreu. Cette alliance s'est formalisée en 1996 avec la signature d'un accord stratégique plus ou moins secret, permettant, notamment, aux avions militaires israéliens d'utiliser l'espace aérien turc pour s'entraîner.

25. En mai 2010, neuf militants propalestiniens, dont huit citoyens turcs et un citoyen américain d'origine turque, sont tués dans l'assaut par l'armée israélienne d'une flottille d'activistes qui tentait d'arraisonner à Gaza.

26. « Turquie/Israël : commerce suspend », AFP, 6 septembre 2011.

27. Laure Mandeville, « La politique étrangère turque inquiète Washington », *Le Figaro*, 7 juin 2012.

28. « Erdoğan, Ahmadinejad seek to bridge widening gap over Syria », *Today's Zaman*, 16 octobre 2012.

29. « UN envoy Brahimi says Syrian crisis worsening », Al Jazeera, 19 septembre 2012.

turc au lendemain de la mort de treize soldats dans des échauffourées avec les rebelles kurdes, l'armée turque n'a fait aucune incursion en Irak dans les deux mois qui ont suivi³⁰, et de nombreux observateurs, dont un parlementaire turc et ancien ambassadeur, Gündüz Aktan, ont établi la possibilité d'un lien direct entre les deux dossiers³¹. Toutefois, si la « carte du génocide arménien » a sans doute déjà été utilisée par la diplomatie américaine et le sera peut-être encore, elle doit l'être avec précaution et parcimonie. D'une part, si la manœuvre débouche sur une reconnaissance pleine et entière du génocide des Arméniens au Congrès, la « carte » sera définitivement abattue et ne pourra donc plus être utilisée par la diplomatie américaine ; on peut même supposer qu'il est préférable, pour cette dernière, de la conserver dans son jeu, en la brandissant de temps à autre, plutôt que de l'utiliser. D'autre part, utiliser cette carte comporte des risques, notamment celui de s'attirer les foudres d'Ankara et de rompre, de manière brutale et peut-être définitive, des relations déjà mises à mal et que, à Washington, beaucoup refusent de voir se dégrader encore plus. Il y a fort à parier que ce n'est pas le souhait des dirigeants turcs d'arriver à de telles extrémités, et que ces derniers n'auraient sans doute d'autre choix, une fois les premières agitations passées, que de s'accommoder d'une reconnaissance du génocide de 1915 par les États-Unis. Mais il y a tout de même là un risque que d'aucuns, à Washington, semblent préférer ne pas prendre.

Conclusion

Plus que jamais, le « problème arménien » obère et perturbe les relations américano-turques. L'administration américaine continue, malgré la dégradation du partenariat avec la Turquie ces dernières années, de chercher à ménager cette dernière sur un dossier que les dirigeants turcs perçoivent comme épineux, voire explosif. Vu de Washington, c'est aussi, avant tout, un sujet de politique intérieure délicat, car le lobby arméno-américain et quelques autres acteurs de la scène politique, médiatique et intellectuelle américaine mettent tout en œuvre pour que leur pays reconnaisse le génocide de 1915. L'exécutif a de plus en plus de difficulté à justifier son blocage systématique alors même que les présidents promettent de reconnaître ce génocide quand ils sont candidats.

Ce blocage de l'exécutif, expliqué et assumé par certains responsables, comme Condoleezza Rice qui a œuvré au barrage de deux résolutions au Congrès [Rice, 2011, p. 1519-20], révèle en tout état de cause l'importance de la Turquie pour

30. Marc Semo, « Nouvelle incursion turque en Irak », *Libération*, 19 décembre 2007.

31. « Turkey wrangles with US: Resolution in exchange for PKK », PanArmenian.net, 12 octobre 2007.

les États-Unis. Cette importance était une réalité dans les années 1990, quand les relations étaient au beau fixe, et le demeure depuis les années 2000 malgré leur dégradation patente et malgré la détérioration des relations turco-israéliennes, véritable point de repère géopolitique pour la diplomatie américaine. Il semblerait même, au vrai, que cet attachement au partenariat avec Ankara soit encore plus fort quand il est fragilisé, quand il y a « péril en la demeure » des relations bilatérales, comme en témoigne la très grande implication des administrations Bush et Obama pour ménager la Turquie sur les dossiers importants pour elle, comme la question du génocide des Arméniens.

Dans le même temps, les autorités américaines se sont montrées plus pressantes, auprès des dirigeants turcs, sur la question des relations entre la Turquie et l'Arménie et ont expliqué à plusieurs reprises leur désaccord quant à la fermeture de la frontière arméno-turque par les autorités turques. De même, sur la question du génocide de 1915, seuls la présidence et le cabinet refusent encore d'employer le terme « génocide ». La reconnaissance a fait son chemin et, même si le blocage de l'exécutif peut durer, il ne durera sans doute pas éternellement, d'autant qu'en Israël, où les dirigeants ont longtemps été défavorables à une telle reconnaissance afin de ménager l'allié turc, d'importants progrès ont été enregistrés aussi.

Bibliographie

- BAL I. (2002), « The Turkish model and Turkic Republics », in YÜSEL V. et RUYSDAEL S. (dir.) (2002), *New Trends in Turkish Foreign Affairs. Bridges and Boundaries*, iUniverse, Lincoln.
- BRZEZINSKI Z. (1997), *Le Grand Échiquier*, Hachette, Paris.
- CHRYSANTHOPOULOS L. (2002), *Caucasus Chronicles. Nation-building and diplomacy in Armenia, 1993-1994*, Gomidas Institute Books, Princeton-Londres.
- Congressional Records. Proceedings and Debates of the 107th Congress, 1st Session* (2001), vol. 147, partie V, du 24 avril 2001 au 8 mai 2001, United States Government Printing Office, Washington, D.C.
- COOK S. (2010), « How do you say “frenemy” in Turkish ? », *Foreign Policy*, 1^{er} juin.
- FULLER G. (2008), *The New Turkish Republic. Turkey As a Pivotal State in the Muslim World*, US Institute of Peace Press, Washington, D.C.
- HARRIS G. (2003), « Turkish-American relations since the Truman doctrine », in AYDIN M. et ERHAN C. (dir.), *Turkish-American Relations. Past, Present and Future*, Routledge, Londres.
- HOLTHOUSE D. (2008), « State of denial. Turkey spends millions to cover up Armenian genocide », *Intelligence Report*, n° 130.
- LESSER I. (2004), « Turkey : “Recessed” Islamic politics and convergence with the West », in RABASA A., BENARD C., CHALK P., FAIR C., KARASIK T., LAL R., LESSER I. et THALER D., *The Muslim World After 9/11*, Rand Corporation, Santa Monica.

- PAYASLIAN S. (2001), «After recognition», *Armenian Forum: Journal of Contemporary Affairs*, vol. 2, n° 3.
- PHILLIPS D. (2005), *Unsilencing the Past. Track two Diplomacy and Turkish-Armenian Reconciliation*, Berghahn Books, New York.
- RAPTOPOULOS N. (2007), «L'attaque des États-Unis en Irak et les relations turco-américaines : d'une coopération étroite à la crise», in RMES (dir.), *La Troisième Guerre du Golfe. Analyse politique, stratégique et économique*, L'Harmattan, Paris.
- RICE C. (2011), *No Higher Honor. A Memoir of my Years in Washington*, Crown Publishers (version intégrale e-book), New York.
- ZARIFIAN J. (2012), *Les États-Unis au Sud Caucase post-soviétique. Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie*, L'Harmattan, «L'Aire anglophone», Paris.